

République Française — Département d'Indre-et-Loire
Première circonscription

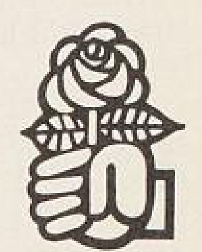
Élections Législatives des 12 et 19 Mars 1978

Paul LUSSAULT

Professeur de l'Enseignement Technique
Membre du Comité Directeur du Parti Socialiste
Candidat

Michel GOULOIS

Agent S.N.C.F., Militant syndical
Conseiller Municipal de Saint-Pierre-des-Corps
Candidat suppléant



PARTI SOCIALISTE

Il y a un peu moins de deux ans, en Mai 1976, les électrices et les électeurs élisaient M. Royer qui, depuis qu'il avait été ministre et candidat à l'élection présidentielle, n'était plus député et souhaitait le redevenir. Cette élection permit de faire les constatations suivantes :

- un fort taux d'abstentions : des électrices et des électeurs attendaient un deuxième tour qui n'eut pas lieu...
- le Parti Socialiste est placé en tête de la gauche (P.S. : 21,5 % ; P.C.F. : 17,9 % ; Ext. gauche : 1,5 %).

EN DEUX ANS LA VÉRITÉ S'IMPOSE

Si M. Royer a jugé utile de redevenir député en 1976 c'est sans doute qu'il estimait sa propre présence indispensable au parlement et dans la première circonscription.

• LE RÔLE DU DÉPUTÉ SORTANT AU PARLEMENT :

Ses coquetteries (refus des « étiquettes ») et ses proclamations ne résistent pas à la réalité : le député fut un membre quasi anonyme du gros de la majorité parlementaire. Il a été dans le même temps un gros consommateur de ministres et secrétaires d'état en tournées de propagande à Tours.

• LE RÔLE DU DÉPUTÉ SORTANT DANS LA CIRCONSCRIPTION :

Ces deux dernières années ont constitué une très dure épreuve de vérité. Élu depuis 1958, M. Royer a pu longtemps faire croire qu'à Tours les choses allaient plus vite et mieux qu'ailleurs. Quelle est la réalité ?

— Le chômage

La première place, hélas ! Et pourquoi ? Parce que la **politique économique de M. Royer a constamment aggravé celle des gouvernements.** Là, déjà, le député sortant a montré qu'il confondait discours et réalité (« J'ai sauvé Voyer qui valait 2 Lip »). Soutenu par les forces dominantes du capitalisme (la banque et la grande industrie) dans la période d'expansion, il n'est plus, lorsque la crise s'étend, que celui qui doit tirer le rideau de fumée pour dissimuler autant que faire se peut les rivalités et les manœuvres des profiteurs de la crise.

— L'emploi des jeunes

Le député sortant a été l'un des initiateurs et des zélateurs de cette manœuvre des « stages formations » et de la **tentative de démantèlement du service public de l'Agence Nationale pour l'Emploi.** C'est vrai que des familles ont bénéficié, par cela, d'un ballon d'oxygène. Mais il est aussi surtout vrai que

1. presque tous les jeunes seront, de nouveau, chômeurs à la fin du stage, dans quelques semaines,
2. leur formation aura été à peu près inexistante dans de nombreux cas,
3. leur travail s'est effectué au rabais (de 400 F à 1 530 F mensuels),
4. le résultat global de cette opération, si coûteuse aux contribuables, ne se traduit que par un gain d'environ 200 emplois pour le département (sur 15 000 chômeurs réels).

— Les impôts locaux

Là encore le député sortant a aggravé une politique nationale déjà très dure pour les collectivités locales.

Mettre à la charge des communes le maximum d'investissements et de dépenses de fonctionnement, abandonner à un puissant groupe bancaire les programmes de grands travaux : cette politique conduit à un montant très élevé des impôts locaux que l'écroulement des sociétés d'économie mixte va faire encore bondir **(l'impôt moyen par habitant va passer de 530 F en 1976 à 830 F en 1978,** sur la base de 150.000 habitants pour Tours ; il ne saurait être inférieur à 1.050 F par habitant, en 1979 !). Quant à la politique des emprunts ! « L'emprunt Suisse » en est la coûteuse illustration...

— La politique culturelle et la vie quotidienne

— Ces deux dernières années ont été très révélatrices du climat réel de la conception royeriste ; l'affaire du « Théatre Libre de Touraine » a consacré le **divorce culturel** entre le député sortant et la population. L'échec du Festival du Cinéma au niveau de la fréquentation populaire révèle bien un très profond malaise.

— **La vie quotidienne n'a marqué aucun progrès** : la circulation demeure caractérisée par la multiplication des points noirs ; le logement continue d'être une hantise à cause du prix des loyers et des charges (face à plusieurs milliers d'appartements vides...)

Nous étions candidats en 1973 et en 1976. Nous avions, en chacune de ces occasions, analysé aussi objectivement que possible la politique du député sortant. Nous devons, encore une fois, constater que nos conclusions étaient fondées : la poursuite, dans cette première circonscription, de la même application de la même politique de droite conduit à une situation dont la gravité n'échappe à personne. Le changement dans la première circonscription d'Indre-et-Loire particulièrement, est une nécessité vitale.

La situation au sein de la gauche
UN SOUCI DE PLUS MAIS UNE INTERROGATION SALUTAIRE

Depuis 1972 le P.S. a respecté, en toute occasion, ses engagements au sein de la Gauche. Depuis Septembre 1977 le P.S. a constamment affirmé son engagement pour

- **le désistement automatique à gauche au deuxième tour,**
- **le gouvernement de toute la gauche,**
- **l'application du programme commun actualisé (document public publié par le P.S.).**

Nous regrettons que ces positions claires et simples aient pu donner lieu à tant d'attaques, à un procès infondé et à une polémique stérile de la part du P.C.F.

Pourtant le débat, au sein de la Gauche est important mais il faut qu'il soit mené en considérant l'intérêt supérieur de l'Union : c'est l'attitude du P.S. Notre engagement unitaire ne date pas d'hier : chaque tourangelle, chaque tourangeau, en particulier, le sait.

Deux grandes questions se posent, aujourd'hui, particulièrement.

• Comment la Gauche, recevant en héritage la situation catastrophique laissée par la droite, va-t-elle gouverner pour réaliser le progrès économique et social prévu par ses textes, son programme ?

Pour répondre à cette question le P.S. a développé, en application du Programme Commun, des propositions précises dans tous les domaines. Ces propositions, expliquées au cours de la campagne électorale, sont soumises à l'examen de chacun ; chacun, en toute liberté choisira.

• La grande affaire, dès lors que les engagements pour l'avenir sont pris, la grande affaire pour la majorité des françaises et des français c'est la défaite de la droite au pouvoir : comment l'assurer ?

Il est maintenant clair que cette défaite de la droite sera acquise si le P.S. reçoit la confiance de la majorité des hommes et des femmes choisissant la Gauche le 12 Mars. Pourquoi ?

Parce que l'Union de la Gauche n'est pas la propriété d'un parti mais l'expression de la volonté des citoyens ; parce que l'Union de la Gauche est constituée à partir du libre choix de toutes celles et tous ceux qui veulent, en fait, faire le premier pas sur le chemin du socialisme. L'Union de la Gauche est démocratiquement composée par le vote des citoyens.

Le P.S. s'est fondé sur ces conceptions. Il n'en a jamais bougé d'un pouce ; elles constituent les conditions de la victoire.

POUR LE CHANGEMENT, LES PROPOSITIONS SOCIALISTES

Le 15 Février le P.S. a rendu publiques (c'est le « chiffrage ») les dépenses et les recettes correspondant à la modification du budget 1978 de l'État par suite de l'application par le gouvernement de toute la gauche du Programme Commun actualisé. Ce projet, à soumettre au Parlement dès la session d'Avril, comporte parmi d'autres les dispositions suivantes :

- **POUR LA FIN DU CHÔMAGE**

+ 390.000 emplois avant Décembre 1978 (210.000 services publics et locaux : 180.000 par relance de l'activité économique). + 500.000 emplois en 1979.

- **POUR RÉDUIRE L'INÉGALITÉ DES REVENUS**

Le S.M.I.C. est porté à 2 400 F. Un relèvement substantiel du pouvoir d'achat des salaires a lieu jusqu'à 4 500 F mensuels : ces mesures concernent 9 femmes sur 10 et 8 hommes sur 10 parmi les salariés. A partir de 9 600 F de salaire mensuel seul le maintien du pouvoir d'achat du salaire est garanti. L'inégalité des revenus sera également réduite par la fiscalité sur le capital, 125 000 grandes fortunes et la lutte contre la fraude fiscale.

- **POUR UNE NOUVELLE RÉPARTITION SOCIALE**

Minimum vieillesse (1.300 F mensuels) ; allocations familiales (+ 25 % Avril, + 25 % Décembre) ; aide aux chômeurs et aux jeunes à la recherche du premier emploi ; programme supplémentaire de logements sociaux ; retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes ; programme nouveau d'équipements collectifs ; congé de maternité porté à 18 semaines.

- **POUR LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE**

Lutte contre la hausse des prix ; croissance modérée de la production intérieure brute (4,9 %), de la consommation (5 %), de l'investissement des entreprises (5 %) ; progression des investissements publics (10 %) ; emprunt national (25 milliards) et indexation de l'Épargne populaire ; budgétisation d'une part de l'accroissement des charges sociales.

Cette politique immédiate très brièvement résumée ici s'inscrit dans l'ensemble des transformations de structures déterminées par le Programme Commun pour ses deux premières années d'application. Au terme de cette transition, l'économie française entrera dans une nouvelle logique de développement dont les conséquences chiffrées seront établies par le plan, démocratiquement préparé.

POUR LE CHANGEMENT : LA RESPONSABILITÉ DES CITOYENS

En 1976, lors de l'élection législative partielle, nous avions publié « 10 Propositions Socialistes pour la circonscription ». La nécessité de leur application s'est encore renforcée depuis deux ans. Sans pouvoir les citer ici, in extenso, nous voulons souligner qu'elles caractérisent la conception socialiste de la décentralisation (participation des citoyens et vie associative) et celle du cadre de vie, de l'environnement.

- **Vie associative et participation des citoyens**

Organiser avec les habitants les enquêtes sur les problèmes quotidiens (logements, équipements, déplacements...) puis discuter avec les services concernés ; donner aux associations les moyens d'une réelle vie associative ; développer l'information sur la vie économique locale ; lever le secret et débattre avec la population des projets et des réalisations (grands travaux, Société d'Économie Mixte, Sociétés de gestion).

- **Action sur le cadre de vie, l'environnement**

Logements, transports collectifs, conditions de travail ; mettre à l'étude dans les conditions d'élaboration du plan démocratique, le déplacement de l'aérodrome de Saint-Symphorien ; réaliser le développement de la formation continue des citoyens, réelle condition de la participation massive à la vie de la cité.

Comme dans toute la France la majorité des tourangelles et des tourangeaux veut le changement. Elle veut un avenir où chacun, libre et responsable, pourra profiter normalement du travail de tous. La majorité des tourangelles et des tourangeaux sait que le socialisme est une idée qui fait son chemin ; elle sait aussi que le projet socialiste est à la mesure de ses espérances pour la société à réaliser demain.

Il faut rendre cela possible par votre vote. Habitants de Saint-Avertin, de Saint-Pierre-des-Corps, de Tours le passé a vécu. C'est pour votre avenir que vous voterez le 12 Mars ; pour votre avenir, avec le socialisme.

Paul LUSSAULT
candidat



Michel GOULOIS
candidat suppléant

Imp. E.V. Tours r.c. 75 B 35